

Table des matières

SOMMAIRE	5
LISTE D'ABRÉVIATIONS	7
PRÉFACE	9
THÈME 1	
DROIT DE LA PROTECTION DES DONNÉES	11
THÈME 2	
PÉRIMÈTRE ET CHAMP D'APPLICATION	17
Partie 1. Champ d'application matériel.....	17
Partie 2. Champ d'application territorial	21
1. Champ d'application territorial du RGPD	21
2. Champ d'application territorial de la loi Informatique et Libertés	25
THÈME 3	
QUALIFICATIONS APPLICABLES AUX STRUCTURES CONCERNÉES	29
Partie 1. Notion de responsable de traitement	30
Partie 2. Notion de sous-traitant.....	35
Partie 3. Hypothèses de confusion entre les différentes qualifications applicables.....	38
Partie 4. Notion de destinataires de données, de tiers autorisé et de tiers.....	41

THÈME 4**PRINCIPES DIRECTEURS EN MATIÈRE DE PROTECTION DES DONNÉES** 47

Partie 1. Principes fondateurs applicables en matière de protection des données	49
1. Principe de licéité, loyauté et transparence	50
2. Principe de limitation des finalités déterminées, explicites et légitimes du traitement.....	53
3. Principe de minimisation des données	55
4. Principe d'exactitude et de mise à jour des données traitées.....	57
5. Principe de limitation de la durée de conservation des données.....	59
6. Principe de sécurité, d'intégrité et de confidentialité des données.....	63
Partie 2. Règles applicables en matière de licéité d'un traitement de données	64
1. L'obligation de déterminer la base légale préalablement à la collecte.....	67
2. Présentation des différentes bases légales	69
Partie 3. Règles applicables au consentement de la personne concernée.....	74
1. Caractères du consentement depuis l'entrée en vigueur du RGPD.....	74
2. Consentement d'un enfant.....	76
3. Consentement en matière de <i>cookies</i>	77

THÈME 5**DROITS DE LA PERSONNE CONCERNÉE** 85

Partie 1. Modalités d'exercice des droits de la personne concernée.....	87
1. Procédure de réponse aux demandes d'exercice des droits	87
2. Hypothèses spécifiques et droits et obligations du responsable de traitement.....	90
Partie 2. Énumération des droits de la personne concernée	96
1. Droit à l'information et obligation de transparence	97
2. Droit d'accès.....	100

3. Droit de rectification	106
4. Droit à l'effacement	107
5. Droit à la limitation	113
6. Droit à la portabilité	115
7. Droit d'opposition	116
8. Droits spécifiques en matière de prise de décision individuelle automatisée et profilage	118
9. Droit <i>post-mortem</i>	120
Partie 3. Hypothèses de limitation des droits de la personne concernée	125
1. Absence de faculté d'identification de la personne concernée	125
2. Limitations légales des droits de la personne concernée	125
 THÈME 6	
PROTECTION ET SÉCURITÉ DES DONNÉES	129
Partie 1. Protection des données	130
Partie 2. Sécurité des données	133
Partie 3. Obligations en cas de violation de données	138
 THÈME 7	
REGISTRE DES OPÉRATIONS DE TRAITEMENT	147
 THÈME 8	
ANALYSE D'IMPACT ET CONSULTATION PRÉALABLE	153
Partie 1. Analyse d'impact relative à la protection des données	154
1. Définition et conditions de mise en œuvre	154
2. Hypothèse d'obligation de mise en œuvre d'une analyse d'impact	155
3. Hypothèse d'exonération de l'obligation de mise en œuvre d'une analyse d'impact	161
4. Méthodologie de réalisation de l'analyse d'impact	162
Partie 2. Consultation préalable de l'autorité de contrôle	164

THÈME 9**LE DÉLÉGUÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES** 169

Partie 1. Désignation du délégué à la protection des données	170
1. Hypothèses de désignation du DPO.....	170
2. Modalités de désignation du DPO.....	171
Partie 2. Fonction du délégué à la protection des données	173
Partie 3. Missions du délégué à la protection des données.....	175

THÈME 10**TRANSFERT DE DONNÉES HORS DE L'UNION EUROPÉENNE** 179

Partie 1. Principe général applicable en matière de transferts de données	180
Partie 2. Transferts fondés sur l'existence d'une décision d'adéquation	181
Partie 3. Transferts fondés sur le respect de garanties appropriées.....	185
1. Règles d'entreprise contraignantes (BCR)	185
2. Clauses contractuelles types	189
3. Autres garanties appropriées.....	193
Partie 4. Renforcement des obligations de l'exportateur de données en vertu de l' <i>accountability</i>	195
1. Introduction de nouvelles règles en matière de transferts par la CJUE	195
2. Recommandations du CEPD pour assister l'exportateur de données.....	196
Partie 5. Dérogations au mécanisme d'adéquation et de garanties appropriées.....	197
Partie 6. Principe de coopération internationale en matière de transfert de données.....	199

THÈME 11

AUTORITÉS COMPÉTENTES (CNIL, CEPD)	203
Partie 1. Les autorités nationales de contrôle	204
1. Présentation générale du régime applicable	204
2. Missions de l'autorité de contrôle	208
3. Pouvoirs	209
Partie 2. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	211
1. Statut et missions de la CNIL	211
2. Composition de la CNIL	212
3. Organisation générale de la CNIL	214
4. Formalités préalables auprès de la CNIL pour certains traitements	215
Partie 3. Le Comité européen de la protection des données (CEPD)	216
Partie 4. Coopération et collaboration entre autorités compétentes	219
1. L'autorité chef de file et le mécanisme du guichet unique	219
2. Règles de coopération entre les différentes autorités	224
3. Le mécanisme de contrôle de la cohérence	226

THÈME 12

CODE DE CONDUITE ET CERTIFICATION	231
Partie 1. Codes de conduite	232
1. Définition et valeur juridique	232
2. Conditions d'adoption du code de conduite	232
3. Désignation d'un organisme de contrôle	234
4. Procédure d'approbation du code de conduite	236
Partie 2. Certification	237
1. Définition et valeur juridique	237
2. Agrément de l'organisme et du mécanisme de certification	239
3. Procédure d'obtention d'une certification	243
4. Spécificité française : la certification du DPO	244

THÈME 13

PROCÉDURE DE CONTRÔLE ET DE SANCTION	247
Partie 1. Voies de recours applicables en matière de protection des données	248
1. Droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle	248
2. Droit à un recours juridictionnel effectif	249
3. Droit de se faire représenter par un organisme habilité : l'action de groupe/recours collectif	255
Partie 2. Procédure de sanction et sanctions applicables	256
1. Amendes administratives	257
2. Sanctions pénales	261
Partie 3. Exercice par la CNIL de ses pouvoirs de contrôle et de sanction	264
1. Exercice du pouvoir de contrôle	264
2. Exercice du pouvoir de sanction	266

THÈME 14

CAS DE CERTAINS TRAITEMENTS PARTICULIERS	281
Partie 1. Règles applicables au traitement des données dites « sensibles »	282
1. Définition et périmètre des données sensibles	284
2. Principe et exceptions applicables au traitement de données sensibles	288
3. La mise en place de réglementations spécifiques : le cas particulier du droit de la « e-santé »	291
Partie 2. Règles applicables au traitement des données de personnes décédées	292
1. Droit <i>post-mortem</i>	292
2. Traitement dans le domaine de la santé	293
Partie 3. Règles applicables au traitement de données en matière pénale et en matière de sûreté et de défense nationale	293
1. Traitements mis en œuvre en matière pénale	293
2. Traitements relatifs à la sûreté et à la défense nationale	301

Partie 4. Règles applicables aux traitements spécifiques identifiés par le RGPD.....	301
1. Impératif de conciliation avec la liberté d'expression et d'information.....	302
2. Impératif de conciliation avec le principe d'accès du public aux documents officiels	306
3. Traitement du numéro d'identification national.....	308
4. Traitements mis en œuvre dans le cadre des relations de travail.....	310
5. Traitements mis en œuvre à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique, ou à des fins statistiques.....	313
6. Obligations de secret	318
7. Traitements mis en œuvre par les églises et associations religieuses.....	319
 THÈME 15	
ÉVOLUTIVITÉ DE CETTE RÉGLEMENTATION	321
 INDEX DE TABLEAUX.....	359
 RECUEIL DE JURISPRUDENCE.....	361
 BIBLIOGRAPHIE	373